

D 1033 NICARAGUA: EMBARGO COMMERCIAL
DES ÉTATS-UNIS

Les événements politiques se sont précipités autour du Nicaragua depuis l'échec de Contadora du 13 février 1985 (cf. DIAL D 1027). Le 21 février suivant, le président des Etats-Unis déclarait publiquement et ouvertement que l'intention de son gouvernement était "d'évincer les sandinistes". Le 4 avril, Ronald Reagan lançait son "plan de paix", qui était en fait un ultimatum au gouvernement de Managua d'ouvrir le dialogue avec les contre-révolutionnaires, ultimatum repoussé le 6 avril par les sandinistes. Les 11 et 12 avril, le groupe de Contadora reprenait à Panama ses contacts avec les cinq Etats centro-américains concernés, sans tenir compte du "Plan Reagan". Le 23 avril, le Congrès nord-américain refusait au gouvernement Reagan les 14 millions de dollars sollicités pour l'aide aux contre-révolutionnaires du Nicaragua. Le 24 avril, le président Ortega entreprenait une vaste tournée en Union Soviétique et dans plusieurs pays de l'Est pour "renforcer les liens de coopération existants et demander une aide économique accrue". Le 1er mai, depuis le sol de la République fédérale allemande, le président Reagan annonçait l'embargo total sur le commerce avec le Nicaragua, l'interdiction aux bateaux et avions nicaraguayens d'entrer aux Etats-Unis et la rupture du Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé en 1958 entre les deux pays. L'analyse ci-dessous, tirée de la revue "Envjo" de l'Institut historique centro-américain, étudie les répercussions économiques de l'embargo américain (sur le commerce du Nicaragua avec les pays de l'Est, cf. DIAL D 1004).

Note DIAL

Comment le blocus économique va affecter le Nicaragua

Depuis le début de la révolution, et en se basant sur le principe qu'un non-alignement politique réel suppose une diversification de la dépendance économique, le Nicaragua - intégralement aligné sur les Etats-Unis et dépendant d'eux pendant plus d'un siècle - a cherché à établir de nouvelles relations diplomatiques, politiques et commerciales. Il a été obtenu beaucoup en peu de temps. Les dernières données officielles (au 1er semestre 1984) indiquent la tendance à la diversification du commerce extérieur nicaraguayen au moment de l'embargo (cf. tableau ci-après).

STRUCTURE DU COMMERCE EXTÉRIEUR PAR RÉGIONS ECONOMIQUES

1er semestre 1984 (en pourcentage)

	Exportations		Importations	
	1983	1984	1983	1984
I- <u>Pays en voie de développement</u>				
1. MCCA	5,0	8,1	18,0	9,6
2. ALADI (Mexique compris)	3,0	2,1	26,0	18,6
3. Autres:				
Caraïbes	1,0	0,4	3,0	1,7
Asie, Moyen Orient	11,0	5,7	2,0	1,7
Europe	-	-	-	0,1
Total	20,0	16,3	49,0	31,7
II- <u>O.C.D.E.</u>				
1. Etats-Unis	17,0	7,9	18,0	15,6
2. CEE	30,0	28,6	11,0	9,8
3. Autres (surtout Japon)	23,0	41,4	10,0	14,8
Total	70,0	77,9	39,0	40,2
III- <u>C.A.E.M.</u>				
1. Europe de l'Est	9,0	4,2	9,0	23,4
2. Autres (Cuba)	1,0	1,6	3,0	4,7
Total	10,0	5,8	12,0	28,1

(Source: Présidence de la République de Nicaragua)

En devises, le Nicaragua allait exporter en 1985 aux Etats-Unis des produits pour un montant de 58 millions de dollars. Au titre des importations, le Nicaragua avait acheté en 1984 aux Etats-Unis des produits pour un montant de 134 millions de dollars.

La recherche de nouveaux marchés, dans laquelle le Nicaragua a connu des percées et acquis une certaine expérience, est un élément positif dans la situation actuelle. Mais dans l'exportation et surtout dans l'importation, les modifications de marchés prennent du temps. Dans un blocus de ce type, il y a une période initiale de déphasage délicat qui suppose, pour être surmontée, une grande créativité et de la rigueur dans l'organisation.

Les produits nicaraguayens exportés aux Etats-Unis sont essentiellement la banane (23,5 millions de dollars en 1984), la viande (9,7 millions de dollars), la pêche, le café et le sucre.

En 1983, la transnationale nord-américaine United Fruit a rompu du jour au lendemain ses engagements vis-à-vis du Nicaragua pour le transport et la commercialisation de la banane nicaraguayenne sur les marchés nord-américains. Le Nicaragua a immédiatement relevé le gant et repris à son compte avec succès le transport et la commercialisation: la banane nicaraguayenne a continué à se vendre autant et à des prix compétitifs aux Etats-Unis. La banane est en majorité produite par les exploitations privées de l'ouest

du pays. Mais les engrais et la commercialisation dépendent de l'Etat. Le Canada est probablement le meilleur marché de remplacement pour ce produit. C'est la Belgique qui a été le premier pays à répondre à la situation d'urgence provoquée au Nicaragua par l'embargo.

Pour ce qui est de la viande, 65% de l'élevage nicaraguayen est aux mains d'éleveurs du secteur privé, grands, moyens et petits. Depuis 1984, à titre d'incitation à la production pour l'exportation et pour éviter la spéculation sur les prix à cause de la viande en provenance d'abattoirs clandestins, les abattoirs officiels ont proposé aux éleveurs de meilleurs prix pour leurs bêtes, payées même pour une part en dollars. Le manque de dollars qui résultera de l'embargo commercial va rendre plus difficile cette mesure. Le Canada et l'Europe sont les marchés de remplacement pour la viande nicaraguayenne. Ce sont aussi le Canada et les pays européens qui absorberont le quota de pêche, pour lequel une diversification de marchés était en cours depuis un certain temps.

Au sujet du sucre, il faut rappeler qu'en 1983 c'est avec ce produit que Reagan a commencé sa "guerre économique" contre le Nicaragua en coupant d'un coup le quota sucrier que les Etats-Unis avaient défini pour le marché nicaraguayen: de 58.000 tonnes il est passé à 6.000 seulement.

Pour les importations, le coup est beaucoup plus sévère, surtout en ce qui concerne les produits chimiques agricoles et les pièces détachées de la grosse mécanique de l'agro-industriel. Bien qu'au chapitre des importations il n'y ait aucun produit typiquement stratégique, les effets du blocus vont se faire rapidement sentir car la majorité des quelques équipements industriels nicaraguayens, plutôt anciens, sont de technologie nord-américaine. Le manque de pièces de rechange nécessaires à leur entretien, à leur renouvellement et à leur extension va freiner voire paralyser les grandes et les petites - mais décisives - entreprises agro-industrielles et industrielles qui permettent de satisfaire les besoins de base de la population civile ou des combattants.

Quelques exemples permettent d'illustrer les effets à venir du blocus. (Il faut préciser qu'une plus grande transnationalisation des entreprises d'origine nord-américaine qu'à l'époque du blocus de Cuba peut permettre d'amortir les conséquences de l'embargo qui vient d'être décrété, en supposant - ce qui est très probable - que les filiales hors du territoire nord-américain ne se plieront pas au blocus.)

- La "Penwalt" (usine privée) est la seule industrie d'Amérique centrale à produire de la soude caustique, nécessaire à la fabrication du savon. Elle fonctionne entièrement avec des machines nord-américaines. Une paralysation de cette usine, qui fabrique également de nombreux produits de base pour d'autres usines, affecterait 75% de toutes les industries du Nicaragua, ainsi que celles d'Amérique centrale et du Panama.

- Les cinq fabriques d'huile du pays (nationalisées et privées) fonctionnent avec une technologie nord-américaine. On importait également des Etats-Unis le soja et l'huile neutre servant de matière première à la fabrication d'huiles comestibles et industrielles.

- Les installations électriques du Nicaragua sont aussi de technologie nord-américaine. Au moment du blocus, 18 millions de dollars avaient été affectés à l'achat d'équipements et de matériels nouveaux. De tels achats

sont toujours possibles dans d'autres pays, mais cela se solde par un retard des démarches et des distances géographiques. Faire passer tout un équipement électrique d'une technologie à une autre, cela prend trois ans. Les ruptures qui peuvent se produire en la matière toucheront l'industrie, l'agriculture, les logements, etc.

- La raffinerie de pétrole de Managua (filiale d'Esso) qui traite le brut et produit 75% des combustibles dont le Nicaragua a besoin fonctionne à 100% avec une technologie nord-américaine. Son équipement, ses pièces de rechange et ses produits chimiques viennent tous des Etats-Unis.

- Pour le début d'industrie pharmaceutique nationale, le coup est sévère. Voici quelques semaines les laboratoires "Solka" (nationalisés) ont fermé leurs portes pour acheter de nouveaux équipements (nord-américains) dans le but de rouvrir d'ici à quelques mois avec une capacité accrue de production. Les deux autres laboratoires utilisent aussi une technologie nord-américaine. L'embargo aura des répercussions immédiates sur la production de médicaments simples - antiparasitaires, analgésiques, sérums oraux, antibiotiques, etc. - destinés aux maladies les plus quotidiennes du peuple, en particulier des enfants. Les hôpitaux du pays seront particulièrement affectés car leurs équipements sont pratiquement tous nord-américains.

- Quinze entreprises industrielles (chaussures, bottes militaires, tubulures, etc.) dépendent de l'usine de plastique "Policasa" (à 70% de capital privé) dont 80% de la matière première vient d'usines à technologie américaine.

Depuis l'annonce de l'embargo jusqu'à la date de rédaction de cette analyse, les réunions se sont multipliées au Nicaragua pour étudier la situation dans chacun des secteurs de la vie nationale, tout comme se sont multipliées les informations sur les premiers résultats de ces études.

C'est le secteur de l'entreprise privée qui est le plus affecté par le blocus. Le Nicaragua se tient à une économie mixte depuis le début de la révolution. Aujourd'hui les producteurs privés - grands, moyens et petits - contrôlent 60% de la production totale du pays. Par ailleurs, durant les cinq années écoulées, dans le secteur de l'agro-industriel et de l'agro-exportation - le plus affecté par l'embargo - ce sont les entreprises d'Etat qui ont le plus opéré de changements technologiques, tandis que le secteur privé est resté presque totalement dépendant de la technologie américaine. Par exemple, pour la fumigation du coton ou d'autres cultures, le secteur nationalisé utilise déjà des avions polonais tandis que le secteur privé utilise des nord-américains. C'est la raison pour laquelle les entreprises privées sont les plus touchées parce que les plus vulnérables.

Le blocus sonne maintenant l'heure où l'agression nord-américaine fait payer le même prix à tous les Nicaraguayens sans exception, car si l'agression militaire affectait déjà les producteurs privés (exploitations incendiées, producteurs assassinés ou menacés), elle se limitait géographiquement aux zones de guerre. Les conséquences de l'embargo touchent désormais tout le monde et tout le pays. Cela s'est fait sentir immédiatement dans l'éditorial de "La Prensa" du 2 mai qui reflète le sentiment des milieux d'entreprises de l'opposition. Nous reproduisons intégralement ce texte comme l'un des nombreux échantillons du degré de liberté d'expression qui existe au Nicaragua depuis des mois:

"La rupture de l'engagement de non-alignement, la soumission de la politique internationale du Nicaragua aux intérêts et aux convenances du bloc russo-cubano-communiste, et - pour comble - le voyage du président Ortega en Russie après le coup du Congrès fait à Reagan, nous ont mis, comme nous l'avions annoncé dans un précédent éditorial, dans une situation extrêmement grave de guerre économique qui n'aurait pas dû se produire si nous avions eu un gouvernement digne mais prudent, révolutionnaire mais démocrate.

"Nous condamnons l'attitude du gouvernement sandiniste comme "irresponsable et téméraire", ainsi que l'a qualifiée le Parti social chrétien. Mais nous considérons que la réplique du président Reagan est une réplique injuste parce qu'une mesure de blocus économique atteint d'une égale offense l'ensemble du peuple. La défense de la démocratie ne peut se faire par des mesures aveugles qui discréditent la cause qu'elles prétendent défendre.

"La grande majorité des Nicaraguayens s'oppose, du sein même de la République, à la déviance de la révolution et à la tendance totalitaire du gouvernement: c'est cette majorité qui sera punie par le blocus. De plus on court le risque de répéter ce qui s'est passé avec les blocus économiques dans l'histoire mondiale récente: le sacrifice des sacrifiés et le renforcement des sacrificateurs.

Le blocus ne pose pas seulement un problème conjoncturel difficile, mais aussi un problème de choix pour une stratégie de développement à long terme, concernant les défis d'une reconversion industrielle d'une technologie à une autre. La faiblesse de la structure industrielle nicaraguayenne amortit les problèmes immédiats du blocus, mais elle n'empêche pas de poser la lourde question à long terme.

Le blocus, finalement, est un défi supplémentaire qui mettra à l'épreuve la créativité et l'imagination des travailleurs (l'invention des pièces de rechange, par exemple, à quoi on travaillait déjà), ainsi que la capacité d'organisation, d'administration, de résistance, d'adaptation, d'épargne, d'austérité, de discipline et d'efficacité du gouvernement et du peuple. La révolution nicaraguayenne a toujours eu besoin de ces vertus. Il se peut maintenant qu'elle les apprenne de façon accélérée. "L'avantage du Nicaragua pour faire face à cette situation - déclarait avec réalisme le vice-président Sergio Ramirez à un groupe d'enfants venus le voir le 2 mai - c'est que, dans notre histoire, nous n'avons jamais connu de jours faciles." Avec un réalisme différent, un vieux qui fêtait la première rue pavée du village où il était né, traduisait le sentiment de milliers de Nicaraguayens à l'heure présente: "S'il n'y avait pas cette agression... Maudite agression qui nous prend nos enfants, notre pain et nos médicaments!"

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France: 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441